

Je demande à Richard Ferrand de révoquer Muriel Ressiguier...



Commission d'enquête parlementaire sur l'extrême droite

Richard Roudier demande au président de l'Assemblée nationale de révoquer Muriel Ressiguier, présidente de la Commission

Monsieur le Président,

Un article du Figaro du 14 Février 2019 m'a appris que la commission d'enquête parlementaire sur les groupuscules d'extrême droite initiée par le groupe parlementaire « La France Insoumise » aurait prévu d'auditionner la Ligue du Midi au titre des « organisations d'extrême droite ».

À vrai dire, cette démarche ne m'a point étonné dans la mesure où la présidente de cette commission, Muriel Ressiguier, députée « France insoumise » de l'Hérault, poursuit de sa vindicte notre mouvement et son président depuis plus de vingt mois. Ce qui cependant me surprend, c'est que ni moi, ni notre mouvement ne nous réclamons du qualificatif d'extrême droite, préférant arborer l'étiquette de régionaliste.

La moindre des choses fût que nous ayons été prévenus officiellement (déroulement des débats, calendrier, thèmes, intervenants...) et que suivant le principe du débat « contradictoire », pilier de notre droit, j'aie pu me préparer en toute sérénité de manière à pouvoir éclairer la commission et me défendre comme tout citoyen... D'autant que Mme la députée dépasse allègrement les bornes en proférant des contre-vérités que je n'ai pas la possibilité de relever.

Entre autres, elle s'est permis d'annoncer en conférence de presse dans l'enceinte de l'Assemblée nationale que :

- « La Ligue du Midi était financée par le Conseil départemental de l'Hérault » (à majorité socialiste et communiste)
- « Richard Roudier, président de la Ligue du Midi, avait été condamné en 2012 pour injures racistes et saluts nazis », ce qui est une pure invention (pas plus en 2012 qu'à aucun autre moment de ma vie)

Il est important que vous sachiez, que sur cette dernière allégation, mon avocat a déposé une plainte en dénonciation calomnieuse le 7 juin 2018 entre les mains du procureur de la République.

En consultant avec attention les comptes-rendus filmés des trois premiers épisodes, j'ai pu constater que Muriel Ressiguier orientait systématiquement l'essentiel de ses investigations vers notre département de l'Hérault à savoir, Ligue du midi et Brigandes...

Mal lui en en a pris, lors de la 3^e semaine, puisque Monsieur le préfet Pierre Pouëssel, qui n'est pourtant pas un de nos thuriféraires, l'a sèchement recadrée. Voici ce qu'il a exposé devant la commission :

« Manifestement ces groupes ne remplissent pas, **notamment la Ligue du MIDI** tous les critères qui pourraient justifier leur

dissolution au regard des dispositions du code de sécurité intérieure. En bref, ils ne me posent pas au jour d'aujourd'hui de vrais problèmes d'ordre public, **à la différence des groupuscules d'extrême-gauche très actifs à Montpellier** qui se sont illustrés par une extrême violence le 14 avril dernier **[en présence de Muriel Ressiguier – c'est moi qui le dit]** avec 200 Black Blocs préfigurant la manifestation parisienne du premier mai et qui, de samedi en samedi, sont en tête des Gilets jaunes pour affronter les forces de l'ordre (...) **depuis que je suis préfet de l'Hérault, je n'ai pas eu à faire face à des désordres graves sur la voie publique à l'initiative de la LIGUE du MIDI ».**

On remarquera qu'au fil des auditions, la présidente de la commission se livre à une **traque ad hominem**, dans le cadre d'une revanche strictement locale contre Richard Roudier et la Ligue du Midi ; tout le reste n'étant qu'habillage pour masquer un règlement de compte personnel.

Cela aura été largement remarqué par les commentateurs et par le préfet de l'Hérault lors de son audition : la présidente de la Commission ne s'intéresse en aucune manière aux violences pourtant infiniment plus graves perpétrées par les groupuscules d'extrême gauche : **Black Blocs, Antifas, Zadistes** et autres... D'ailleurs, **le site antifa montpelliérain Le poing** s'empressera de triompher et de relayer l'information concernant la nomination de Muriel Ressiguier à la tête de la Commission. On remarquera d'ailleurs une photo présentant Muriel Ressiguier aux côtés des agitateurs de l'extrême gauche montpelliéraine, confirmant bien le caractère partisan, personnel et local de ce règlement de comptes, ainsi que **son parti pris personnel** pour l'ultra-gauche.

Mais ce qui me choque le plus, c'est que ces mêmes personnes qui nous « font la morale » se retrouvent **aujourd'hui poursuivies par la justice** pour des faits éminemment répréhensibles présentant à la France entière un lamentable spectacle lors d'une empoignade totalement indigne d'élus de

la République. Vous n'ignorez pas que le parquet de Paris a ouvert une enquête pour « menaces ou actes d'intimidation contre l'autorité judiciaire » et « **violences sur personnes dépositaires de l'autorité publique** ». Rappelons que ces perquisitions étaient diligentées dans le cadre des enquêtes sur des emplois fictifs présumés au [Parlement européen](#) et sur des comptes de campagne, ce qui n'est pas anodin.

Il se trouve que c'est tout le staff de *La France Insoumise* – Jean-Luc Mélenchon en tête – qui se trouve convoqué par la justice devant la police Judiciaire de Bobigny. On ne sait pas si **la députée Ressiguier, également présente lors de ces échauffourées**, sera aussi entendue... Il nous semble qu'elle devrait l'être, puisqu'elle était là, participant à ces violences contre policiers et magistrats.

Croyant pouvoir couvrir d'opprobre des adversaires politiques, ces gens, pourtant donneurs de leçons universelles, ne supportent pas de se voir appliquer les règles de droit, communes à tous.

Il n'en demeure pas moins qu'en tant que citoyen **je me ferai un plaisir de participer aux travaux de cette Commission**, même si j'en discerne mal – ou trop bien – le bien-fondé, rajoutant **qu'au vu de la charge personnelle que mène la députée à mon égard, je souhaiterais sa révocation de la présidence de ladite commission.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'expression de mes salutations.

Richard Roudier

Président de la Ligue du Midi

Interview de Richard Roudier sur TV-Libertés :